

Opération "Sangaris" : en attendant le feu vert de l'ONU, l'armée française se prépare à intervenir à Bangui

Quelque 350 soldats français sont prépositionnés à Douala, au Cameroun, dans l'attente d'une résolution de l'ONU autorisant Paris à déployer un millier d'hommes en Centrafrique. Une intervention qui, pour MSF, ne suffira pas à résoudre les problèmes.

Par Guillaume GUGUEN - 03/12/2013

En attendant l'adoption à l'ONU, prévue ce mercredi 4 décembre, d'une résolution autorisant le déploiement d'une force africaine soutenue par la France en République centrafricaine (RCA), l'armée française se prépare à faire route vers Bangui.

Quelque 350 hommes sont déjà arrivés le 30 novembre à Douala, au Cameroun, à bord du "Dixmunde", un bâtiment de projection et de commandement (BPC). Parti de France, le contingent dispose de moyens logistiques importants et compte dans ses rangs un escadron de combat prêt à intervenir rapidement à Bangui.

Pour l'heure, seuls une trentaine de soldats du génie militaire sont arrivés par avions cargo à l'aéroport de la capitale centrafricaine, dont ils doivent restructurer la capacité d'accueil en vue d'un débarquement conséquent d'hommes et d'appareils.

Force de transition

Au total, 800 hommes sont attendus en renfort en RCA, où 450 militaires français sont déjà présents dans le cadre de l'opération Boali, destinée à assurer la sécurisation des ressortissants hexagonaux. Avec ses 1 200 hommes, l'armée tricolore entend agir en force de transition chargée d'accompagner le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), dont les effectifs pourraient atteindre les 4 000 hommes, contre 3 000 aujourd'hui.

En attendant que la Misca soit opérationnelle à 100 %, l'objectif pour l'armée française est double. Sécuritaire tout d'abord, puisqu'elle devra tenter de rétablir l'ordre dans un pays en proie aux fréquents affrontements entre chrétiens et musulmans, entre groupes "d'auto-défense" et ex-insurgés de la Séléka, qui, malgré la dissolution de la rébellion au lendemain du coup d'État du 24 mars, continuent de semer la terreur. Humanitaire ensuite, puisque l'armée devra aider au retour dans leur village les 400 000 déplacés (20 % de la population) et faciliter le travail des humanitaires.

Reste que pour Paris, cette nouvelle opération militaire dans un pays africain demeure différente de celle intervenue il y a près d'un an au Mali. "Nous n'avons pas à faire à des groupes terroristes armés, nous avons en face de nous, disons-le, des petits voyous qui profitent de l'effondrement de l'État, qui pillent, tuent et violent mais ne se battent pas vraiment, avait indiqué à FRANCE 24, Gérard Araud, ambassadeur de France aux Nations unies. L'opération sera certainement plus facile qu'au Mali."

"Ce pays, c'est la catastrophe"

Pour les humanitaires, l'intervention militaire de la France ne suffira toutefois pas à résoudre les problèmes de la RCA. Dans un entretien accordé mardi à l'AFP, le président de Médecins sans frontières (MSF), Meguerditch Terzian, plaide pour une aide plus structurelle.

"Ce pays, c'est la catastrophe : des violences sans arrêt, une pauvreté extrême, pas d'infrastructures, pas de système de santé", décrit-il. Avant de détailler : "Il faut aussi aider le gouvernement à mieux gouverner, trouver des moyens pour relancer les infrastructures [...], s'assurer que les élections vont avoir lieu".

L'organisation MSF intervient depuis 2006 en RCA, où elle compte 1 100 employés locaux ainsi qu'une centaine d'expatriés. En août 2013, l'organisation avait réalisé plus de 400 000 consultations, dont 171 000 interventions sur des cas de paludisme. Mais, prévient Meguerditch Terzian, "on ne peut pas couvrir avec 1 200 personnes les besoins de tous les Centrafricains".

France 24 avec AFP

Un mini-sommet sur la Centrafrique samedi à l'Élysée

Samedi 7 décembre, les dirigeants des pays voisins de la RCA ainsi que les responsables de l'ONU et de l'Union européenne doivent se réunir à l'issue du sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique. Cette réunion, à laquelle doit prendre part le Premier ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye, devrait permettre "un échange sur les moyens à mettre en œuvre en vue de l'application de la résolution", indique la présidence française

Centrafrique : l'opération française baptisée "Sangaris"

L'opération militaire française en Centrafrique sera menée par le général Soriano, a indiqué mardi le ministère de la défense. Elle porte le nom d'un papillon.



D. N. avec AFP
Le 03/12/2013 à 20:42

L'opération militaire que la France s'apprête à lancer en Centrafrique a été baptisée "Sangaris" et sera commandée par le général Francisco Soriano, a indiqué mardi le ministère de la Défense.

Le général Soriano commandera à 1.400 personnels

Le général Soriano est actuellement à la tête des forces françaises au Gabon, a-t-on précisé de même source. A ce titre, il a sous sa responsabilité l'opération Boali, qui assure depuis 2002 le soutien de la force africaine en Centrafrique. Un peu plus de 400 soldats français sont actuellement à Bangui dans le cadre de cette opération.

Dans la même logique, début 2013, le commandement de l'opération française au Mali avait été confié au général Grégoire de Saint-Quentin, alors à la tête du détachement français au Sénégal.

Le nom d'un petit papillon rouge

Le sangaris, qui donne son nom à l'opération en Centrafrique, est un petit papillon rouge.

La France a commencé à renforcer ses effectifs en RCA, où elle devrait lancer dans les prochains jours une opération "en soutien" de la force africaine déjà sur place, pour rétablir l'ordre dans le pays. Paris veut s'appuyer sur le vote prévu en milieu de semaine d'une résolution de l'ONU autorisant le déploiement d'une force africaine soutenue par la France en Centrafrique.

Centrafrique : la France a choisi son général pour l'opération «Sangaris»

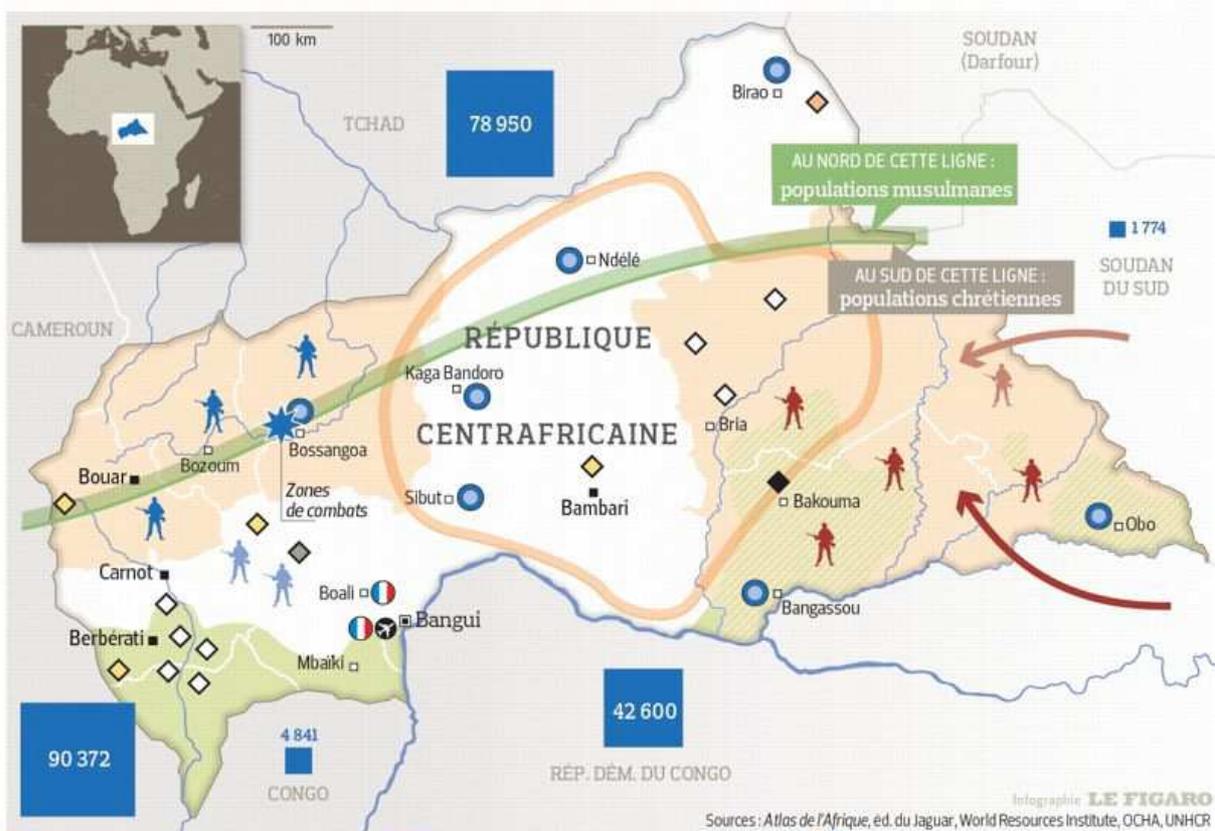
lefigaro.fr - 03/12/2013



Des militaires français sécurisent l'aéroport de Bangui, le 1er décembre. Crédits photo : SIA KAMBOU/AFP

La France a réglé tous les détails et n'attend plus que le feu vert du conseil de sécurité de l'ONU pour intervenir en Centrafrique.

C'est un général des troupes de marine, Francisco Soriano, qui prendra la tête de l'opération française en Centrafrique, dont le nom de code - Sangaris- désigne un papillon rouge. Né en 1959, saint-cyrien, le général Soriano a commandé à Besançon, à partir de 2011, la 7e brigade blindée avec laquelle il a été engagé en Afghanistan entre novembre 2012 et avril 2013. Depuis août dernier, il était commandant des forces françaises au Gabon.



1 Un pays potentiellement riche...

PRINCIPALES RESSOURCES MINIÉRIÈRES

Or ◊ Diamant ◊ Fer ◊ Cuivre

◊ Mine d'uranium d'Areva

AUTRES RESSOURCES

■ Zone forestière dense

2 ... mais soumis aux influences étrangères...

TROUPES ÉTRANGÈRES

🇫🇷 Françaises ◉ Africaines (Cameroun, Ouganda, Soudan, Tchad...)

INCURSIONS DE GROUPES ARMÉS

👤 LRA (Armée de Résistance du Seigneur) 👤 MMDPC (sud-soudanais anti-Séléka)

3 ... qui jouent de ses tensions internes

■ Bastion de la Séléka

■ Préfectures en proie aux violences des groupes armés

👤 Anti-Balaka (groupe d'autodéfense pro-Bozizé)

👤 FDCP (groupe musulman mais anti-Séléka)

■ 218 537 réfugiés centrafricains (30 sept. 2013)

Douze morts dans une attaque au nord-ouest de Bangui

BANGUI (Reuters), 03/12/2013 - Une attaque a fait au moins douze morts et une trentaine de blessés dans la ville de Boali, à 95 km au nord-ouest de la capitale centrafricaine Bangui, a annoncé mardi la mission des Nations unies sur place. Des enfants figurent parmi les victimes.

Selon Amy Martin, qui dirige le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu à Bangui, cette attaque a été menée lundi.

Elle a précisé que des miliciens chrétiens "anti-balaka", hostiles aux forces de la Séléka qui ont pris le pouvoir en mars dernier, avaient apparemment attaqué des éleveurs peuls, en majorité musulmans. Plusieurs incidents graves de ce type se sont produits ces derniers jours, a-t-elle poursuivi. Il y a notamment eu des combats lundi à 45 km seulement au nord de Bangui.

Prosper Ndouba, conseiller du président intérimaire Michel Djotodia, chef de la Séléka, a affirmé que de jeunes militants et des partisans du chef de l'Etat déchu François Bozizé étaient responsables de l'attaque de Boali.

Les violences depuis la prise du pouvoir par la Séléka ont forcé 460.000 personnes à fuir leurs maisons.

Plus de 200 militaires français sont arrivés le week-end dernier en renfort à Bangui. Une résolution, qui devrait donner un mandat de six mois aux troupes françaises et à celles de la Mission internationale de soutien en Centrafrique (Misca) pour rétablir la sécurité dans le pays, devrait être votée cette semaine aux Nations unies.

Ange Aboa et David Lewis; Guy Kerivel pour le service français